

● (1622)

Le chef du Nouveau parti démocratique a qualifié ce bill de trahison à l'endroit des Canadiens. Nous ne partageons pas cet avis. Le bill a ses points faibles. J'en relèverai plusieurs, à l'instar d'autres députés qui le feront selon leur spécialité et leurs responsabilités. Nous ne croyons pas avoir été trahis par le vice-premier ministre et président du Conseil privé lors des négociations. Peut-être était-il le ministre le moins bien préparé pour négocier avec nos amis d'outre-frontière. Nous nous demandons pourquoi il en a été ainsi, et pourquoi le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) a été tenu à l'écart de ces négociations. Parfois, ce dernier semble être plus au fait de la question que le vice-premier ministre et président du Conseil privé.

Le vice-premier ministre et président du Conseil privé a cité le député de Nanaimo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas) qui aurait dit: «Nous avons acheté chat en poche». C'est l'expression qu'il a utilisée, je crois. Pour ceux qui connaissent bien la langue des pipe-lines, on pourrait peut-être parler d'un chat dans un pipe-line. Mes propos ne font pas sourire le vice-premier ministre et président du Conseil privé. Il ne sait peut-être pas ce qu'est un chat dans ce pipe-line. Je peux lui expliquer qu'il s'agit d'un dispositif servant à nettoyer le tuyau.

Les députés de mon parti ne peuvent proposer des modifications qui pourraient compromettre ce projet, et on ne peut pas non plus présenter des modifications qui iraient plus loin que les dispositions de l'accord international conclu. Il est possible d'apporter des modifications, et nous tâcherons d'aider le gouvernement d'une façon constructive et positive à retoucher un bill très mal rédigé.

Je désapprouve la façon dont le gouvernement a traité l'opposition. Le président Carter a fait un rapport au Congrès dans lequel il déclarait ce qu'il avait décidé de faire au sujet du réseau de transport de gaz naturel de l'Alaska. Voici un extrait de sa déclaration:

On augmenterait fortement le coût global du réseau de pipe-lines en retardant inutilement cet important projet que je prie le Congrès d'adopter sans retard.

Cette déclaration a été faite le 22 septembre 1977. Le Congrès s'est empressé d'agir tandis que notre gouvernement tergiversait indéfiniment. J'ai parcouru le bill, et ne vois pas pourquoi il n'a pas été présenté à la Chambre avant Noël. Les députés auraient ainsi eu le temps d'en étudier les dispositions et de consulter des experts. Mais c'est le contraire qui s'est passé: on a refusé d'accorder aux députés de l'opposition un délai suffisant pour analyser le bill. En fait, ce n'est que vendredi dernier, tard dans la journée, que les députés ont eu le privilège de recevoir ces documents communiqués à la presse par le ministre. Pourtant, le bill et le communiqué étaient déjà parvenus au Yukon, avant que je ne les aie reçus à Ottawa. Je ne sais pas si tous les députés les ont reçus à présent.

Des voix: Non.

Des voix: Ils sont arrivés ce matin.

M. Nielsen: Des députés disent les avoir reçus ce matin. Ce n'est certainement pas avec de tels procédés que l'on encouragera la bonne volonté et que l'on incitera l'opposition à

Pipe-line du Nord

appuyer cette mesure, comme le voudrait le ministre qui en a demandé l'adoption rapide.

Le chef du NPD et le député de Nanaimo-Cowichan-Les Îles adoptent une position très peu pratique, en demandant que des garanties concernant le contenu canadien, pour la main-d'œuvre et la fabrication, soient inscrites au bill. Je suis d'accord avec le ministre et retiens son point de vue. Si l'on retenait cette position, il faudrait renégocier l'accord. C'est en soi une raison qui la rend déjà impraticable. En outre, on se heurterait à de nombreuses difficultés en ce qui concerne le GATT, comme le ministre l'a fait remarquer, et en ce qui concerne le financement de cette grande entreprise. On risquerait même d'amener la Foothills à renoncer à ce projet.

Nous suggérerons à l'étape du comité qu'une procédure de surveillance trimestrielle soit incluse dans le bill, visant à assurer que l'on a bien respecté l'esprit du bill, dont les intentions figurent aux appendices du bill concernant le contenu canadien. Le Parlement n'aura aucun droit de regard durant la période de construction et nous estimons essentiel d'y pourvoir.

Le ministre pourra-t-il jamais oublier la honte que lui a inspirée sa piètre contribution au débat tenu en août? Le 4 août 1977, le chef de l'opposition (M. Clark) a dit que nous avions affaire à un gouvernement qui administre le Nord comme une colonie et qui sait depuis au moins dix ans que la population et l'économie de cette région seraient profondément touchées par la construction possible d'un pipe-line. Je parlais plutôt de la construction probable d'un pipe-line. Le chef de l'opposition a dit de plus qu'en dépit de cet avertissement et de l'autorité absolue du gouvernement fédéral en cette matière, nous devons décider s'il conviendrait en principe de construire un pipe-line, en l'absence d'une politique relative aux ressources énergétiques du Nord, d'une politique nationale en matière d'énergie, d'une politique de mise en valeur du Nord et d'une position claire et nette sur les droits des autochtones et l'écologie du Nord. C'est tout aussi vrai maintenant que c'était le 4 août lorsque le chef de l'opposition l'a affirmé.

Comment le gouvernement a-t-il réagi lorsqu'il a appris que les États-Unis devaient décider s'ils allaient transporter le pétrole de la baie Prudhoe par le pipe-line de l'Alaska, le tracé El Paso ou celui de la vallée du Mackenzie? Le gouvernement savait depuis longtemps qu'il faudrait trouver un mode de transport pour le pétrole. Il s'occupait de futilités et commettait des gaucheries. Finalement, vers 1972, l'actuel ministre des Finances annonçait à la veille d'élections, par pure coïncidence sans doute, la construction imminente d'un pipe-line de 100 millions de dollars dans la vallée du Mackenzie. En faisant cette annonce, le but du gouvernement—lequel, soit dit en passant, a été confirmé par le premier ministre (M. Trudeau)—était d'amener les Américains à emprunter la route du Mackenzie pour acheminer le pétrole. Malheureusement, le gouvernement a hésité si longtemps que le lendemain de cette annonce, les États-Unis annonçaient qu'ils optaient pour le trajet Alyeska.